



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.22/10/Add.1
26 avril 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
30 avril - 3 mai 1996

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session de la Commission/
vingt-deuxième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
6-8 mai 1996

**EVALUATION APPROFONDIE DU SOUS-PROGRAMME
DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE RELATIF
AUX RESSOURCES NATURELLES ET A L'ENERGIE**

INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 1994/39 du 29 juillet 1994, le Conseil économique et social a demandé, sur la proposition de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), une évaluation approfondie du sous-programme de la CEA relatif à la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie. Il a en outre demandé au Secrétaire exécutif de la Commission de rendre compte de la suite donnée à cette résolution lors de la vingt et unième réunion de la Conférence des ministres.
2. La présente évaluation a été préparée par la Division de la gestion de l'environnement et du développement social du Département des services d'appui et de gestion pour le développement, sous la direction du Groupe central d'évaluation du Bureau des services de contrôle interne. Elle est fondée sur une analyse de l'orientation du programme et sur des évaluations techniques de la qualité et de l'utilité des principaux produits exécutés durant la période 1992-1995, ainsi que sur une enquête effectuée auprès de responsables des pays membres de la CEA et des institutions des Nations Unies. Les sections I à VI contiennent une analyse de l'orientation et des résultats du sous-programme faite par des fonctionnaires spécialisés de la Division de la gestion de l'environnement et du développement social. Le rapport établi par cette division a été revu pour le compte du Groupe central d'évaluation par quatre spécialistes de la mise en valeur des ressources en eau, des ressources minérales et de l'énergie. La section VII, élaborée par le Groupe central d'évaluation, récapitule les principales conclusions de l'évaluation de fond et se termine par des observations et des recommandations.
3. Le budget-programme de la CEA portant sur la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie pour 1994-1995 stipule que le "sous-programme portera principalement sur l'élaboration de politiques et de stratégies nationales, sous-régionales et régionales débouchant sur l'exécution de programmes aux fins de la mise en valeur durable des ressources naturelles (eau, minéraux et ressources marines inorganiques) et de l'énergie" (Nations Unies, Projet de budget-programme 1996-1997 A/50/6/Rev.1, paragraphe 15A.57).
4. Le total des ressources financières allouées au sous-programme était de 3 859 000 dollars E.-U. pour la période biennale 1994-1996, alors qu'il est de 3 131 000 dollars pour la période biennale 1996-1997. La différence correspond à la réaffectation, d'une part, de quatre postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur au soutien et à la gestion des programmes et, d'autre part, de deux postes d'agent local au commerce et à la coopération économique et à l'intégration régionales. Ces réaffectations ont fait baisser le nombre de postes de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur de 15 à 11. (Nations Unies, Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, A/50/6/Rev.1, paragraphe 15A.53). De la même manière, les fonds prévus pour les services de consultant ont été réduits de 49 000 dollars, passant à 95 300 dollars pour la période biennale 1996-1997 (tableau 15A.21 Nations Unies, Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997 A/50/6/Rev.1).
5. Le tableau 1 présente une récapitulation des produits du sous-programme pour l'exercice 1994-1995, par type de produit, ainsi que la répartition, en pourcentage, des mois de travail par type d'activité. Même si le tableau ne rend pas compte de la totalité du temps de travail du personnel, on peut déduire de la répartition des mois par type de produit que le personnel permanent se consacre en majeure partie (à 40%) aux publications, puis aux rapports et au service des réunions, au service consultatifs et à la participation à des réunions techniques et à des réunions interinstitutions. La seule différence notable par rapport aux activités prévues a été l'ajout de trois publications non périodiques. Le type de service le plus important du point de vue du temps de travail consacré, a été la production de publications non périodiques.

Tableau 1. Analyse des résultats issus du programme 1994-1995

Produits (par type)	Produits exécutés (nombre)	Mois de travail (Nombre)	Mois de travail (pourcentage)	
			Permanents	Consultants
A. Services fournis aux organes délibérants	6 ^a	52.2	30.0	29.7
B. Publications	18	81.3	40.4	27.0
1. Périodiques	4	18	9.0	--
2. Non périodiques	10	55.5	27.6	32.4
3. Publications techniques	4	10.8	5.4	10.8
C. Expositions	1	3.0	1.5	--
D. Coordination et liaison		19.0	9.5	--
Participation et contributions à des réunions techniques et intergouvernementales	17			
E. Activités opérationnelles				
1. Services consultatifs	20	37.5	18.6	
2. Formation	1 ^b			
Total	20 ^c	182.5	100 182.5	100 18.5

Source : Chiffres obtenus à partir des données fournies par le Groupe central de contrôle et d'inspection du Bureau des services de contrôle interne.

Notes :

^a Consistant en 3 réunions et 3 rapports.

^b Atelier pour 25 participantes, organisé conjointement avec l'Institut de développement économique (IDE), Banque mondiale.

^c Une publication non périodique et une sortie imprimée ont été proposées ou supprimées. Trois publications non périodiques ont été ajoutées. Pour le reste, les produits ont été ceux qui avaient été prévus dans le budget-programme 1994-1995.

R A P P O R T

EVALUATION APPROFONDIE DU PROGRAMME DE LA CEA RELATIF AUX RESSOURCES NATURELLES ET A L'ENERGIE

I. RESSOURCES MINERALES

A. Analyse des objectifs et de l'orientation

6. Les trois objectifs définis par le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 concernant le secteur des ressources minérales s'inscrivent dans les objectifs généraux du système des Nations Unies en matière de mise en valeur des ressources minérales dans les pays en développement et en Afrique.
7. Toutefois, on peut observer que parmi les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la CEA énumérées dans le plan à moyen terme et portant autorisation du sous-programme relatif aux ressources naturelles et à l'énergie, trois résolutions (les résolutions 1987/10, 1989/8 et 1989/12 du Conseil) ont trait aux ressources naturelles, mais aucune ne porte spécifiquement sur le secteur des ressources minérales. Les objectifs et le rôle du secrétariat définis dans le sous-programme concernant les ressources minérales n'ont aucun lien direct avec les résolutions indiquées comme étant à leur origine. On ne voit donc pas très bien sur quel texte ou sur quelle directive cet élément de programme est fondé.
8. Par ailleurs, on peut remarquer que les objectifs du sous-programme relatif aux ressources minérales ne font aucune mention ni de l'environnement ni de l'extraction écologiquement rationnelle des ressources minérales. Comme le plan à moyen terme 1992-1997 a été établi avant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro en juin 1992, c'est peut-être compréhensible. Or, la CEA a publié en décembre 1992, c'est-à-dire après l'établissement du plan à moyen terme, un document intitulé "Mise en valeur et utilisation de l'environnement et des ressources minérales en Afrique", ce qui montre qu'elle travaillait sur la question.
9. Le rôle du secrétariat tel qu'il est prescrit par le plan à moyen terme en ce qui concerne les ressources minérales est en accord avec les objectifs énoncés. Toutefois, il faut ajouter que ni la section relative aux objectifs ni celle qui a trait au rôle du secrétariat n'indiquent de rang de priorité, ce qui amène à se demander si les objectifs sont énumérés par ordre de priorité ou s'il n'y a aucun objectif prioritaire par rapport à un autre. Du point de vue de la présente évaluation, tant pour ce qui est des objectifs que du rôle du secrétariat, accroître et renforcer les moyens et les compétences des pays membres en matière d'institution, de négociation et dans le domaine humain devrait avoir la priorité sur la recherche d'une meilleure connaissance de leurs dotations en ressources minérales.
10. D'après les produits et activités mentionnés dans les rapports annuels, la CEA s'est acquittée des tâches qu'elle s'était fixées dans son programme de travail de la période biennale 1992-1993.
11. Les rapports et études techniques relatifs au secteur des ressources minérales réalisés au cours de la période biennale 1994-1995 sont en accord avec le plan à moyen terme pour 1992-1997.
12. Si plusieurs rapports ont été soumis pour examen dans le cadre de ce sous-programme, la documentation présentée était néanmoins incomplète. Ainsi, sous la rubrique des activités, aucun document n'a été soumis à titre de document de base des deux réunions spéciales de groupe d'experts sur les politiques et les stratégies pour la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique. Sous la rubrique de la documentation technique, aucune des sorties sur imprimante mentionnées dans le sous-programme n'a été soumise, ni aucun autre document ayant trait à l'inventaire des ressources minérales. Au titre de la formation, une proposition d'un voyage d'étude organisé pour des petites industries minières a été reçue;

par contre, aucune documentation n'a été soumise concernant le séminaire régional sur le développement durable organisé dans le cadre du programme Action 21.

13. Il est important de noter que, pour la dernière période biennale du plan à moyen terme, l'accent a été mis sur la privatisation et la libéralisation, orientation logique pour le sous-programme. Les études initiales proposées faciliteront considérablement la planification nécessaire en vue des améliorations à apporter au secteur africain des ressources minières.

B. Evaluation des résultats

1. Evaluation globale

14. D'un point de vue global, les produits évalués sont de qualité et d'intérêt variables. Les études du secteur des ressources minérales sont d'une qualité technique allant de "bonne" à "excellente" et devraient être utiles aux gouvernements et aux investisseurs potentiels. Il convient d'insister sur l'importance de tels rapports, d'autant que dans la période biennale 1996-1997, l'accent est mis sur la privatisation et la libéralisation et que les rapports sur les conférences précisent que les pays africains s'efforcent d'instaurer un environnement favorable au secteur privé et aux investisseurs étrangers. Pour ce qui est des autres catégories de documents, certains rapports portant sur des missions de courte durée sont en conséquence brefs et superficiels, ce qui fait douter de l'utilité des missions en question.

2. Evaluation des produits

15. L'évaluation est fondée sur l'examen de 18 documents de la CEA, que l'on peut classer en plusieurs catégories: études du secteur des ressources minérales, études des institutions nationales et sous-régionales, rapports relatifs à des missions proprement dites et rapports relatifs à des conférences ou à des réunions auxquelles la CEA a participé et apporté des contributions. La liste des documents par catégorie est donnée dans l'annexe.

a) Etudes du secteur des ressources minérales

16. Les études du secteur des ressources minérales sont en général de bonne qualité et devraient rendre service aux ministères des mines et aux investisseurs potentiels intéressés par ce secteur. Dans le nombre, l'étude intitulée "Perspectives d'accroissement de la production et du commerce intra-africain du cuivre et des produits à base de cuivre" parrainée par la CEA et l'ONUDI, se démarque par sa qualité et le professionnalisme avec lequel elle a été faite; elle constitue un précieux apport technique pour la production et l'exploitation du cuivre en Afrique.

b) Etudes des institutions nationales et sous-régionales

17. Cette catégorie comprend deux rapports. L'étude : "Politiques africaines de développement minier à l'orée des années 90" donne un aperçu utile des lois africaines relatives aux ressources minérales. La seconde étude, intitulée "Identification et évaluation des besoins prioritaires en matière de développement de la République du Congo", de caractère général, est précisément souvent trop générale et, partant, d'un intérêt limité. En outre, le choix des sites proposés pour l'exploitation des ressources minières ne paraît pas toujours réaliste.

18. Cependant, ce rapport comporte une description particulièrement intéressante de la situation du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (CAMRDC). La situation du CAMRDC n'a cessé de se détériorer depuis 1987. De 1983 à 1993, les Etats membres se sont acquittés de moins du tiers de leurs obligations financières et le Centre est lourdement endetté. Le dernier directeur a "disparu" en novembre 1993 et en juillet 1994, date de la mission, le Conseil d'administration n'avait toujours pas nommé de directeur par intérim. De plus, les fonctionnaires n'étaient plus payés depuis deux

ans, étaient menacés d'être mis à la porte de leurs logements et leurs enfants avaient été exclus de leurs écoles. Devant cette situation catastrophique, il est étonnant qu'il ne soit mentionné nulle part dans le rapport si les Etats membres utilisent réellement les services du CAMRDC; chose plus surprenante encore, la délégation de la CEA n'a pas recommandé au secrétariat de la CEA d'envisager, en sa qualité de président du Comité exécutif du Centre, la fermeture totale de celui-ci.

c) Rapports relatifs des missions proprement dites

19. Des rapports de mission analysés, on peut conclure que l'une des missions a permis à la CEA d'avoir des entretiens intéressants et constructifs avec des fonctionnaires de la Banque africaine de développement. Des missions comme celle-ci sont utiles et souhaitables pour l'instauration d'une véritable communication et d'une véritable coordination. Par ailleurs, on observe que deux missions ont duré trois jours ou moins, ce qui était trop court compte tenu de leurs mandats. Il en a résulté des rapports qui ne font qu'effleurer l'objet des missions et qui amènent à se poser des questions sur l'utilité de missions aussi courtes.

d) Rapports relatifs à des conférences ou à des réunions auxquelles la CEA a participé ou apporté des contributions

20. Les rapports sur les conférences montrent que la CEA a participé à plusieurs réunions et conférences pendant la période 1993-1995. Ils ont permis d'observer que deux desdites conférences, dont l'une a été tenue au Zimbabwe en 1994 et l'autre au Ghana en 1995, étaient préparatoires d'une autre conférence. En outre, dans le rapport de mission concernant la participation de la CEA à la huitième réunion du Conseil exécutif et quatorzième réunion du Conseil d'administration du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC) (NRD/MRU/MR/10/94), il est question de l'administration du Centre mais bien peu de son programme de travail passé, présent ou futur ou des modalités de son fonctionnement. Qui plus est, la lecture de ce document porte à croire que l'utilité de cette institution, huit ans après sa création, paraît contestable. Les Etats membres, à l'exception du pays hôte (République-Unie de Tanzanie), semblent hésiter à lui consacrer des ressources. Le Gouvernement belge a suspendu le paiement de sa subvention de 464 561 dollars, apparemment en raison d'un manque de planification de l'utilisation des fonds. Le personnel détaché est financé par la CEA et non par les contributions des Etats membres. On fait valoir que le Centre offre des services mais rien n'indique qu'ils soient sollicités, ni qu'il y ait des produits concrets. Il n'y a aucune présentation de programmes exécutés dans le passé, de leur utilité ni de programmes de travail futur. D'importantes subventions sont attendues de l'ONUDI et de l'Union européenne et la CEA doit veiller à ce qu'elles soient utilisées à bon escient.

C. Propositions

21. La CEA pourrait jouer un rôle plus actif dans l'organisation et la coordination des changements à apporter au cadre réglementaire et dans l'organisation des négociations avec des investisseurs potentiels. Il semblerait que la Commission se prépare à jouer ce rôle dans le cadre du sous-programme pour la période 1996-1997.

22. Outre l'accent mis sur la privatisation et la déréglementation dans le sous-programme pour la période 1996-1997, les questions connexes qui doivent être traitées sont la législation fiscale pour encourager l'investissement étranger direct (IED), les critères et les processus liés à l'octroi de permis d'exploitation et l'officialisation du secteur de l'extraction minière à petite échelle. Dans le processus d'octroi de permis figurent les normes et les responsabilités en matière d'environnement. En ce qui concerne l'extraction minière à petite échelle, des stratégies doivent être élaborées pour inciter les négociants agissant à titre individuel et les petits exploitants, qui opèrent actuellement dans des entreprises parallèles, à rejoindre le secteur structuré.

23. Dans la formulation du prochain plan à moyen terme, il faudrait bien mettre l'accent sur l'environnement et l'exploitation écologiquement rationnelle des ressources minérales.

24. Le statut et l'efficacité du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ESAMRDC) et du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale (CAMRDC) et le rôle que doit jouer la CEA pour assurer une bonne gestion de ces centres doivent être évalués sans complaisance. Sur la base d'un des rapports examinés, la CEA devrait sérieusement envisager de recommander la fermeture du CAMRDC. Par ailleurs, outre les aspects administratifs et de gestion, une plus grande attention doit être accordée à ce que ces centres font et à l'évaluation de leur produit.

**D. Observations sur l'auto-évaluation par la CEA du sous-programme 15 :
Ressources naturelles (période biennale 1992-1993)**

25. Dans le rapport d'auto-évaluation du secteur des minéraux, il a été souligné qu'une indication du succès des activités de la CEA était l'appui croissant que les Etats membres apportent à l'ESAMRDC. Ce facteur n'est cependant pas confirmé dans le rapport de la réunion du Conseil d'administration du Centre.

26. La CEA souligne également que les activités ont eu une incidence sur les politiques de développement du secteur minier et l'industrie extractive à petite échelle, cependant aucun indicateur n'a été fourni pour évaluer cette incidence.

27. L'absence de coordination entre la CEA et d'autres organismes des Nations Unies et les ONG a été évoquée comme étant l'un des obstacles aux activités du secteur, mais aucune raison n'a été avancée pour expliquer cet état de choses et aucune solution non plus n'a été proposée pour y remédier à l'avenir.

28. Il est surtout difficile de juger de l'auto-évaluation entreprise par la CEA dans la mesure où, ainsi qu'il a été souligné dans le document lui-même, cette opération est essentiellement fondée sur des rapports nationaux qui n'ont pas été reçus.

II. RESSOURCES EN EAU

A. Analyse des objectifs et de l'orientation

29. La présente évaluation est basée sur 11 rapports de fond relatifs aux programmes et aux activités de la CEA dans le domaine des ressources en eau, avec à l'appui, l'information provenant des documents d'ordre général de la Commission (annexe I). Les rapports de fond publiés par la CEA dans le domaine des ressources en eau portent sur deux études de cas, trois rapports de mission, deux rapports de consultation, trois volumes d'un magazine annuel sur les ressources en eau et un répertoire des spécialistes des ressources en eau. L'information relative aux politiques et aux stratégies de la CEA, aux moyens institutionnels et à la mise en oeuvre des programmes est tirée des budgets-programmes pour les exercices biennaux 1992-1993, 1994-1995, du projet de budget-programme pour la période 1996-1997, du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 ainsi que des programmes de travail internes, de l'auto-évaluation du sous-programme pour la période 1992-1993 relatif aux ressources naturelles et d'extraits des rapports annuels pour les années 1992/93 et 1993/94.

30. Les objectifs du programme de la CEA, tels que formulés dans les documents susmentionnés, couvrent tout l'éventail des problèmes liés aux ressources en eau en Afrique. Toutefois, étant donné les ressources et les moyens limités dont dispose la Commission, un programme plus modeste devrait être

élaboré, en tablant sur ses avantages relatifs au sein des Nations Unies et de la communauté internationale et au plan national. Il est proposé que dans un tel programme l'accent soit mis sur :

a) L'élaboration et l'harmonisation des cadres nationaux [stratégies nationales de gestion des ressources en eau y compris législation relative aux utilisations, à la répartition et à la tarification des ressources en eau; réglementations et respect des critères en matière de pollution et d'épuisement; élaboration de plans de gestion de la qualité et de la quantité de l'eau des bassins hydrographiques (l'accent étant mis sur la mobilisation de ressources locales et la recherche d'un maximum d'avantages au niveau des collectivités)];

b) L'adaptation du cadre institutionnel dans les secteurs liés à l'eau pour appliquer des stratégies nationales de gestion des ressources en eau (l'accent étant mis sur l'obligation de rendre des comptes et la sensibilisation des responsables);

c) La coopération régionale pour les bassins lacustres et fluviaux communs à plusieurs pays (en privilégiant la gestion commune des bassins).

31. Il conviendrait de mieux définir ces objectifs, en étroite collaboration avec les différents pays et dans des discussions aux niveaux sous-régional et régional.

B. Evaluation des résultats

1. Groupes interinstitutions et réunions et conférences de groupes d'experts

32. La CEA sert de secrétariat au Groupe interinstitutions sur l'eau (IGWA), créé en 1992. La CEA a en outre organisé une réunion spéciale d'experts sur les politiques et les stratégies pour l'exploitation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique. Elle poursuit actuellement sa collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour organiser une conférence régionale sur l'exploitation durable des ressources naturelles et de l'énergie, dans le cadre de la mise en oeuvre du chapitre 18 du programme Action 21.

33. Le Groupe interinstitutions sur l'eau a été créé et chargé par le groupe intersecrétariats pour les ressources en eau du Comité administratif de coordination (CAC), de promouvoir la coordination et l'harmonisation des activités liées aux ressources en eau en Afrique entreprises par différents organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales. Trois réunions de l'IGWA se sont tenues depuis lors. Au nombre des participants à la dernière réunion de l'IGWA figuraient le PNUE, l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) et l'Autorité du bassin du Niger (ABN). D'autres organisations comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), etc. ont participé à des réunions tenues précédemment. Les réunions de l'IGWA ont préconisé une interaction accrue et des efforts de collaboration entre les organismes participants. Toutefois, ces réunions n'ont débouché que sur un nombre très limité d'activités communes, notamment entre le PNUE et la CEA et entre la CEA et l'OMM. Le niveau de collaboration et d'échange d'informations concernant les activités relatives à la gestion des ressources en eau en Afrique doit être considérablement relevé pour que l'IGWA puisse justifier ses réunions annuelles. La contribution de la CEA à ces activités interinstitutions devrait essentiellement consister à faciliter la gestion des ressources en eau communes à plusieurs pays, notamment à promouvoir l'harmonisation des réglementations nationales dans le secteur de l'eau.

2. Etudes sur les aspects décisionnels et techniques d'une exploitation durable des ressources en eau

34. La CEA a réalisé des études sur les thèmes suivants :

- a) Procédures, problèmes et portée des petits projets d'irrigation - Burkina Faso, Niger et Sénégal (1994)

35. Cette étude évalue les possibilités d'une application élargie de l'irrigation à petite échelle au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal. Il a été souligné en conclusion que les petits projets d'irrigation n'ont pas été en mesure d'élever le niveau de vie des populations rurales au-dessus du minimum. On a fait valoir dans le rapport que la réussite de ces projets pourrait être mieux assurée grâce à une plus grande participation de la population locale et à un appui accru des gouvernements (aux niveaux local et provincial). Toute mesure de suivi des résultats de ces travaux devrait être reflétée dans les plans d'action nationaux des pays respectifs pour avoir quelque incidence durable que ce soit.

- b) Problèmes et perspectives en matière de coopération inter-Etats en vue d'une gestion intégrée des ressources en eau du bassin du fleuve Nil (1993)

36. Ce rapport présente brièvement la situation en ce qui concerne la mise en place d'un mécanisme efficace pour la coopération inter-Etats concernant le bassin du fleuve Nil. Les principaux obstacles à ce processus ont été examinés et il a été proposé de créer une autorité chargée de la gestion du bassin du fleuve Nil (Tecconile) afin d'optimiser l'utilisation des ressources en eau du bassin tout en maintenant le débit du fleuve. La participation de la Commission à cette opération semble justifiée, à en juger par les résultats présentés dans le rapport.

- c) Conservation et utilisation rationnelle des ressources en eau dans les pays d'Afrique du Nord (1991)

37. Un aperçu du secteur de l'eau est présenté en Algérie, en Egypte, en Jamahiriya arabe libyenne, au Maroc, au Soudan et en Tunisie. Le rapport contient des informations de base sur la situation socio-économique, les conditions physiques et les cadres institutionnels dans les différents pays. L'accent est mis sur l'adaptation des stratégies nationales en vue de répondre aux demandes croissantes de la région en eau. Les recommandations portent essentiellement d'un côté sur les politiques démographiques et la sensibilisation et de l'autre sur la mise en place des institutions pour la gestion, la planification et l'évaluation des ressources en eau. Le rapport fournit de nombreux détails sur la gestion et l'exploitation des ressources en eau en Afrique du Nord; toutefois, les recommandations sont à caractère trop général pour permettre de traiter efficacement la grande variété des questions liées aux ressources en eau, qui se posent dans les différents pays.

- d) Stratégies et politiques pour l'exploitation des ressources en eau en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Egypte (1991)

38. Ce rapport présente des examens similaires du secteur de l'eau en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Egypte et débouche sur des recommandations analogues. Il est proposé d'examiner la capacité institutionnelle et l'organisation pour ce qui est de la gestion des ressources en eau, d'adopter des politiques de recouvrement des coûts et de traiter des questions de planification démographique. Encore une fois, ces recommandations sont dépourvues de la touche nationale qui les rendraient utiles dans les opérations de planification du secteur national de l'eau dans les Etats membres concernés.

3. Assistance technique aux organisations régionales s'occupant de la gestion des ressources en eau

39. La CEA a activement participé au processus préparatoire pour la création d'une autorité régionale chargée de la gestion du bassin du fleuve Nil (Tecconile) en vue de la gestion commune des ressources en

eau du bassin du Nil. Elle aide actuellement la Commission du bassin du lac Tchad à préparer une conférence de bailleurs de fonds destinée à mobiliser des fonds pour l'exécution du plan directeur pour l'aménagement intégré de la zone du bassin du lac Tchad. Toutes ces deux activités régionales offrent des possibilités de coopération et d'harmonisation dans le domaine des pratiques de gestion des ressources en eau et méritent ainsi que la CEA y participe.

4. Assistance technique aux Etats membres

40. Le seul rapport établi par la CEA sur l'assistance technique aux Etats membres porte sur une mission du Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA aux Seychelles pour aider à élaborer un plan d'exploitation des ressources en eau dans la partie sud de Mahe. Le rapport de mission fournit une analyse détaillée du contexte socio-économique pour la mise en valeur des ressources en eau et propose une gamme de mesures visant à améliorer les projets de forage, construire de petits réservoirs et introduire des techniques agricoles nouvelles. Dans la formulation de ces recommandations, il semble que seulement une attention limitée a été accordée aux pratiques traditionnelles relatives à l'eau, comme solutions de remplacement possibles pour les nouvelles interventions proposées. Bien que des préoccupations concernant l'environnement et la durabilité soient exprimées dans le rapport, elles ne sont pas évoquées dans les considérations débouchant sur les interventions proposées.

5. Diffusion et échange d'informations

41. La CEA produit et diffuse le MAJI, une publication annuelle sur les activités de gestion des ressources en eau en Afrique. Les numéros du MAJI traitent de projets nouveaux et en cours d'exécution et passent en revue des organisations et instituts s'occupant des ressources en eau en Afrique. Il est également demandé aux individus et aux institutions de faire part de leurs vues sur la gestion des ressources en eau en Afrique et une action de sensibilisation à l'importance des questions liées à l'eau est menée. Le MAJI continuera d'être une publication utile, à condition que son réseau de distribution puisse être élargi pour atteindre les milieux professionnels africains et fournir l'instance nécessaire pour l'échange de connaissances et d'idées en matière de gestion des ressources en eau. Compte tenu de cela, la revue pourrait être publiée plus souvent pour atteindre le niveau de publication d'une revue spécialisée ordinaire.

6. Evaluation globale

42. On peut rendre hommage au Groupe des ressources en eau de la CEA pour les efforts qu'il déploie en vue de promouvoir activement la coopération régionale et l'élaboration de stratégies sur les questions relatives à l'eau en Afrique. Les effets positifs de ces efforts visant à dégager un consensus apparaîtront dans le moyen et long terme. Les résultats mitigés des projets nationaux/bilatéraux communément exécutés en matière de gestion des ressources en eau dans le passé étaient dus en partie à l'absence d'efforts de collaboration et de coordination à l'échelle régionale ou nationale. La CEA peut aider à surmonter ces obstacles sur la voie abrupte et ardue de la gestion des ressources en eau en Afrique.

43. Le personnel du Groupe des ressources en eau consacré jusqu'à 75% de son temps à la promotion de la coopération régionale et à la réalisation d'études relatives aux politiques et aux stratégies nationales. La collecte et la diffusion de l'information se voient consacrer moins de temps et il n'en reste que très peu pour l'assistance technique. Considérant les moyens techniques et institutionnels de la CEA, la possibilité de fournir une assistance technique et de coordonner des projets opérationnels de gestion des ressources en eau demeurera très limitée; par conséquent, cette faible priorité accordée à l'assistance technique se justifie et devrait transparaître dans les objectifs et programmes de la CEA.

C. Propositions

44. Dans la présente évaluation, le rapport du Corps commun d'inspection sur le rôle du système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technologie en Afrique a été pleinement entériné :

"La Commission économique pour l'Afrique a enregistré ses meilleurs résultats quand il s'est agi de formuler des politiques générales et des stratégies ... ses activités dans d'autres domaines, en particulier la programmation et la coordination opérationnelle interorganisations, ou l'exécution de projets, n'ont été, au mieux, que partiellement couronnées de succès, entre autres parce que ses programmes sont trop ambitieux et parce que ses initiatives régionales, notamment en matière de renforcement institutionnel, n'ont recueilli qu'un appui limité de la part du système des Nations Unies;"

" Les activités des organismes ne mettent pas ou ne mettent guère l'accent sur les stratégies sectorielles, nationales et régionales de création endogène et d'utilisation appropriée des ressources pour le développement en général et des ressources financières en particulier..."

"Les activités des organismes ne paraissent pas être liées ou faire suite aux initiatives régionales de développement adoptées par les gouvernements de la région et approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies..."

45. Le rapport fait ressortir quelques aspects stratégiques également importants dans lesquels l'ONU dispose d'un avantage relatif évident par rapport à d'autres partenaires de développement :

a) Coordination des initiatives dans le domaine des réformes, qui semblent actuellement presque entièrement laissées aux soins des institutions de Bretton Woods;

b) Sensibilisation dans les départements nationaux homologues dans le cadre de sessions et d'ateliers d'information au niveau des décideurs;

c) Appui aux programmes nationaux de science et de technologie, susceptibles d'avoir une incidence au niveau des collectivités;

d) Proposition de réformes pour l'efficacité aux fonctions publiques nationales, grâce notamment à l'introduction de systèmes de responsabilisation et de contrôle plus efficaces et mieux à même de réduire la corruption et la mauvaise gestion financière, ou alors à une utilisation élargie des systèmes d'information automatisés en matière de gestion.

e) Formulation de stratégies nationales tendant à accroître les ressources locales, notamment en élaborant des programmes qui attirent l'investissement local et étranger.

46. Ces aspects dépassent les questions sectorielles mais sont très pertinents en ce qui concerne le programme et la réorientation de la CEA. Il faut pouvoir réaliser les objectifs qu'ils représentent avant de mettre en place un programme relatif aux ressources en eau pour l'Afrique qui prend en compte les ressources, capacités et réalisations nationales et sous-régionales.

D. Observations sur l'auto-évaluation de la CEA

47. Les problèmes de gestion des ressources en eau en Afrique sont énormes. La CEA, dans son auto-évaluation, pêche par manque de réalisme en n'appréhendant pas de façon appropriée ce qu'elle peut faire, en fonction de ses moyens limités, pour remédier à ces problèmes. L'écart est encore considérable entre les objectifs ambitieux et les activités telles qu'elles sont concrétisées.

III. RESSOURCES EN ENERGIE

48. Dans le cadre des activités préliminaires à l'évaluation, il a été effectué une étude des documents et autres matériels de la CEA concernant le sous-programme relatif à la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie, en fonction du paragraphe 4 de la résolution 776 (XXIX), de la Commission. Il s'agit d'une analyse des documents de la CEA traitant des questions énergétiques. Parmi les documents soumis pour évaluation au Département des services d'appui et de gestion pour le développement se trouvaient trois publications en série connues intitulées :

- a) Approvisionnement énergétique, utilisation de l'énergie et orientation en la matière dans les pays africains;
- b) Potential Contribution of New and Renewable Sources of Energy to the African Energy Supply; et
- c) Guidelines on Petroleum Legislation in African Countries Aimed at Assisting Member States in the Maximization of Revenue from Petroleum Operations.

49. Les rapports sectoriels présentés lors des séminaires et réunions organisés par la CEA ont également été soumis pour évaluation ainsi que des rapports sur quatre stages de formation, séminaires et réunions spéciales d'experts. Ce sont les rapports:

- a) De la mission préparatoire de la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie, Accra, 17-24 janvier 1995;
- b) Des réunions du groupe spécial d'experts sur les politiques et stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique, Addis-Abeba, 27 juin-1er juillet 1994;
- c) Du séminaire sur la politique et la planification et l'environnement, Abidjan, 20-29 octobre 1993;
- d) De la réunion spéciale des conseillers principaux sur les stratégies et les politiques en matière d'énergie en Afrique, Addis-Abeba, mai 1993; et
- e) Du séminaire sur les politiques en matière d'énergie et l'environnement, Addis-Abeba, 9 au 12 novembre 1992.

A. Problèmes traités

50. Les objectifs du sous-programme relatif à l'énergie présentés dans le plan à moyen terme pour 1992-1997 sont les suivants :

- a) Renforcer les capacités nationales pour l'exploration, l'exploitation, l'évaluation et la mise en valeur des ressources en énergie et encourager les activités de coopération multinationale;
- b) Intégrer les politiques énergétiques dans les politiques de développement et de croissance socio-économiques générales;
- c) Encourager les combustibles de remplacement, les techniques de protection de l'environnement, l'efficacité énergétique, notamment par les utilisateurs, afin de parvenir à une exploitation durable de l'énergie comme stipulé dans le programme Action 21.

51. Les documents et publications de la CEA produits dans la période considérée répondent manifestement aux objectifs a) et b) susmentionnés.

B. Plan de l'évaluation

52. Il n'a pas été possible, dans le cadre de cette étude, de rencontrer les principaux utilisateurs et le public cible des documents, c'est-à-dire les planificateurs et les responsables principaux chargés de l'énergie aux niveaux national et sous-régional en Afrique. Il n'a pas été possible de déterminer dans quelle mesure la distribution des documents au public cible a été efficace ni dans quelle mesure les informations qu'ils contenaient ont servi dans le cadre de leurs programmes de travail. L'évaluation a surtout porté sur la qualité technique des documents.

C. Résultats

- a) Le "Rapport de la mission préparatoire de la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie" est un bon rapport qui donne une idée de la qualité des capacités que la CEA peut déployer pour l'organisation, l'administration et la logistique des conférences de haut niveau.
- b) Le "Rapport du Séminaire sur la politique et la planification et l'environnement", Abidjan, 20-29 octobre 1993, est un excellent exemple de résumé technique d'une réunion. En dehors de l'information détaillée sur l'ordre du jour et les participants, il donne un résumé des débats de fond qui se sont déroulés. Le texte intégral des documents et études de cas présentés par la CEA figure en annexe à ce rapport que les planificateurs africains en matière d'énergie gagneraient à lire.
- c) Le "Rapport du Séminaire sur la politique en matière d'énergie et l'environnement", Addis-Abeba, 9-12 novembre 1993, est très peu intéressant. Alors que le programme du Séminaire semble avoir été très précis, le compte rendu des questions soulevées et des débats qui ont suivi est très superficiel. Ce document aurait dû subir de nettes améliorations avant d'être publié.
- d) Le "Rapport de la réunion spéciale des conseillers principaux sur la stratégie et les politiques en matière d'énergie en Afrique", Addis-Abeba, 17-20 mai 1993, est un bon document qui fournit des informations précises sur les questions soulevées dans le vaste ordre du jour de la réunion.
- e) Le "Rapport de la réunion spéciale du groupe d'experts sur les politiques et les stratégies pour la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique", Addis-Abeba, 27 juin-1er juillet 1994, est un excellent rapport technique, en grande partie grâce au résumé complet des débats. Après le rapport sur les débats concernant chaque secteur (eau, minéraux, énergie, systèmes d'information), des recommandations sont formulées pour prendre des mesures aux niveaux national et sous-régional. Ce rapport est une excellente publication technique d'une valeur inestimable pour les planificateurs et responsables africains chargés de l'énergie.
- f) Le rapport "Guidelines on Petroleum Legislation in African Countries Aimed at Assisting Member States in the Maximization of Revenue from Petroleum Operations (Exploration and Production Contracts)" donne des principes directeurs sur les conditions et dispositions de base de la législation sur le pétrole. C'est un document de référence important pour les pays africains qui envisagent d'entreprendre des activités de promotion pour l'exploration du pétrole. Pour les pays qui ont déjà des programmes d'exploration et de production, il donne des conseils utiles pour rentabiliser les recettes générées par les contrats pétroliers.

études ou des recherches scientifiques et socio-économiques sur les questions de développement en Afrique. Cette liste est publiée tous les ans.

2. Evaluation général

59. Il convient de noter que les publications en question laissent une bonne impression en ce qui concerne la portée et la présentation des articles. Une bonne partie des documents publiés est consacrée à juste titre au rôle des systèmes d'information géographique, des cartes thématiques et de la coopération régionale dans le domaine de la cartographie au service du développement durable et de la protection de l'environnement.

60. En comparant les publications disponibles pour l'évaluation avec celles figurant dans le programme de travail interne de la CEA, période biennale 1994-1995, à la rubrique "Indicateur de performance", on peut conclure que la CEA a réussi à atteindre concrètement les objectifs prévus. Fait encore plus important, la qualité des documents est digne d'éloges. En outre, la CEA joue son rôle en collaborant avec le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection et fait des efforts considérables en matière d'échange d'informations, comme l'atteste le Centre de documentation et de référence cartographiques.

61. En conclusion, on peut dire que la CEA accorde l'attention requise à la cartographie en tant qu'instrument servant à évaluer, planifier et suivre les progrès de la mise en valeur des ressources naturelles et de la protection de l'environnement.

C. Propositions

62. Il convient de conserver la même orientation en matière de cartographie.

D. Observations sur l'auto-évaluation de la CEA

63. La CEA a effectué son auto-évaluation de manière adéquate, honnête et rigoureuse.

V. **TELEDETECTION**

A. Analyse des objectifs et de l'orientation

64. Les observations ci-après portent exclusivement sur l'évaluation du volet télédétection, compte tenu de la bibliographie figurant à l'annexe I.

65. Dans l'évaluation du programme de la CEA et de sa mise en oeuvre dans le domaine de la télédétection, il convient de prendre en compte l'évolution et les changements rapides qui sont intervenus. De nombreuses technologies voient le jour dans un laps de temps très court, tandis que d'autres, tels que le système mondial de positionnement par exemple, ont largement contribué à rendre désuètes les procédures de levé et de surveillance au sol, y compris les anciennes méthodes de surveillance par satellite.

66. En outre, il faudrait garder présent à l'esprit que, la plupart du temps, la technique de la télédétection est un moyen complémentaire d'acquisition des données en matière de mise en valeur des ressources et de surveillance de l'environnement. Par ailleurs, de nombreuses tâches relevant du programme Action 21 et de la surveillance mondiale ne sont réalisées que par satellite. Par exemple, ce n'est que sur la base d'observations effectuées à partir d'altitudes élevées que l'on obtient les informations portant sur les mesures des modifications du niveau de la mer au plan mondial, de la couche d'ozone, de la température de la surface de la mer, de la vitesse et la direction du vent, de la cartographie thématique, de la situation météorologique, du tableau de la végétation et des précipitations pluviales, de l'insolation etc.

67. La documentation disponible permet, malgré les restrictions et limitations susmentionnées, de dégager certaines tendances et observations d'ordre général.

B. Evaluation des résultats

1. Environnement et télédétection

68. Les résultats identifiés dans les publications de la CEA ont été analysés en tenant compte des capacités existantes face aux besoins des consommateurs. La CEA a essentiellement pris en compte le système de cartographie et la télédétection pour étayer les progrès réalisés dans le domaine de la cartographie et de la mise à jour des cartes, le rôle des systèmes d'information géographique et la nécessité de disposer en Afrique de systèmes de collecte d'informations sur l'environnement.

69. Il a été établi que l'Afrique a besoin de systèmes de collecte d'informations sur l'environnement. Les possibilités offertes par les toutes nouvelles technologies ainsi que par le système d'information géographique (SIG) ont conduit, en 1990, à la mise en place en Afrique subsaharienne, grâce à la Banque mondiale, d'un système de collecte d'informations sur l'environnement. Il s'agissait de définir, sous la supervision d'un comité consultatif chargé du système de collecte d'informations sur l'environnement, les directives à suivre pour le fonctionnement de ce système et de créer ou de renforcer les réseaux nationaux de communication par l'intermédiaire d'institutions traitant des données sur l'environnement. Les pays participant au programme sont les suivants : Bénin, Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mali, Nigéria, Sénégal, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

2. Cartographie thématique

70. La cartographie thématique constitue l'un des instruments essentiels de la mise en valeur des ressources. De plus, il a été clairement établi, grâce à des publications de la CEA, que la télédétection spatiale a fourni des informations géographiques très fiables à partir d'images satellitaires.

71. Un aperçu des données obtenues au moyen de la télédétection, par satellite fait apparaître qu'un grand nombre de pays africains ne disposent pas des ressources nécessaires leur permettant d'évaluer les changements intervenus dans l'utilisation des terres en général et dans le domaine des ressources naturelles en particulier.

3. Coopération régionale

72. Les ateliers régionaux sont de bons indicateurs de la situation qui prévaut dans les pays participants, et les conclusions découlant des débats et exposés présentés à ces ateliers jouent un rôle déterminant dans la formulation des politiques à l'intention des Etats membres de la CEA. C'est ce qu'atteste le rapport de l'Atelier régional sur la télédétection et les systèmes d'information géographique tenu au Kenya en 1991.

73. Malgré l'évolution rapide intervenue dans l'utilisation complexe et intégrée de la télédétection dans les levés, les besoins de la plupart des pays africains n'ont pu être entièrement satisfaits. A l'heure actuelle, les levés et la cartographie constituent des éléments importants du processus de mise en valeur des ressources, tout comme la technique de la télédétection est un élément essentiel de la surveillance de l'environnement. En témoignent la mise en place en Afrique de mécanismes régionaux tels que le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS) et le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, ainsi que les activités en matière d'information géographique.

74. Les débats portant sur les centres régionaux d'enseignement de la science et de la technologie spatiales font suite à la résolution 45/72 de 1990 de l'Assemblée générale qui recommande la création de centres régionaux. Ceux-ci ont pour but de renforcer les infrastructures dans les domaines universitaire,

professionnel et technique dans chaque région, la CEA jouant le rôle d'agent de coopération et d'exécution. Outre les missions d'évaluation effectuées sur le terrain, il est difficile à l'heure actuelle de savoir dans quelles conditions un appui a été apporté aux centres dont la création est envisagée.

75. La Commission a adopté en 1993, deux résolutions portant sur la télédétection, à savoir :

a) Résolution 758(XXVIII) intitulée : "Le rôle de la cartographie, de la télédétection et des systèmes d'information géographique (SIG) dans le développement durable";

b) Résolution 759(XXVIII) intitulée : "Acquisition des données dans le domaine de la cartographie et de la télédétection en Afrique".

76. Une assistance technique sur le développement des capacités institutionnelles et de gestion a été fournie à l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection, au Centre régional de formation aux techniques des levés aériens et au Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection. Le secrétariat de la CEA a organisé en 1993 à Addis-Abeba la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, participé au sous-comité scientifique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et contribué à la rédaction du rapport du Secrétaire général sur la coordination des activités relatives à l'espace extra-atmosphérique dans le système des Nations Unies (rapport annuel de la CEA, E/1993/38; E/ECA/CM.19/27).

77. L'analyse de l'exécution effective des produits par rapport aux engagements figurant dans le budget-programme pour l'exercice biennal 1992-1993 a fait ressortir deux mois-homme pour les acquisitions de cartes et d'images par télédétection (ECA UN-H-23-46-15). Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995 (A/48/6/Rev.1) prévoit également les acquisitions de cartes et d'images par télédétection. Au chapitre 15 des activités opérationnelles sont prévues la fourniture de services consultatifs aux Etats membres et d'une assistance technique aux institutions sous-régionales et régionales, telles que le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens ainsi que l'Organisation africaine de cartographie et de télédétection.

78. Le chapitre 15 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal prévoit dans le sous-programme 7 les services fonctionnels à la neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, le bulletin périodique de la cartographie et de la télédétection en Afrique, la cartographie et les systèmes d'information topographique.

79. Le Bulletin de la cartographie et de la télédétection publié par la CEA a pour objectif de diffuser, aux niveaux régional et national, les informations relatives à la cartographie sur le continent. Il s'agit de renforcer les capacités institutionnelles, technologiques et humaines et de rationaliser les politiques dans le domaine des levés, de la cartographie et de la télédétection. La CEA considère ce bulletin non seulement comme une publication technique, mais aussi comme une plate-forme pour l'échange d'idées, de données d'expérience et d'informations entre scientifiques, universitaires, fonctionnaires, étudiants, etc. d'Afrique et d'ailleurs.

80. Dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 (A/47/6/Rev.1) la nécessité de renforcer l'importance de la cartographie et de la télédétection en tant qu'instruments servant à la planification, à la mise en valeur et à la gestion des ressources naturelles est prise en compte, la situation actuelle dans ce domaine étant caractérisée par l'absence de politiques nationales pouvant fournir un cadre pour la promotion de ces technologies. Toutefois, la faiblesse des infrastructures scientifiques et technologiques de la plupart des pays africains a rendu difficiles l'acquisition et la gestion des données; le manque de coordination effective des programmes et des activités en matière de télédétection dans la région ont également empêché

les décideurs de prendre conscience des avantages qu'ils peuvent éventuellement tirer de ces technologies et de prendre les mesures qui s'imposent.

C. Evaluation d'ensemble et propositions

81. L'analyse des rapports fait ressortir une implication profonde de la CEA dans des activités de télédétection pour la mise en valeur des ressources et la surveillance de l'environnement. La coopération régionale instaurée grâce au présent programme permet à la CEA de coopérer efficacement avec les pays et organisations disposant de la technologie spatiale.

82. Il n'est pas aisé, à partir des documents examinés, d'évaluer le degré d'engagement de la CEA vis-à-vis de la nouvelle génération de satellites. Il n'existe aucune référence sur les plates-formes de "RADARSAT" et de "SeaWiFS" qui ont été lancées en 1995. Il semble qu'aucune dotation appropriée n'ait été prévue pour préparer les Etats membres africains à se servir des ensembles des données qui seront disponibles sur le marché. Il se pourrait également que les utilisateurs de données en matière de télédétection ne soient pas associés au contrôle du bilan radiatif qui est le principal indicateur de plusieurs catastrophes naturelles en Afrique, notamment la sécheresse et la désertification. La CEA devrait établir des contacts en vue de passer des accords de coopération afin d'accéder à ce type d'informations pouvant constituer un système d'alerte rapide pour les catastrophes, qui viendrait s'ajouter au tableau de la végétation qui est déjà mis à profit pour le bien des pays africains.

83. L'Afrique est un continent où la technologie spatiale est peu utilisée. Malgré les efforts évidents entrepris par la CEA pour aider les Etats membres à recourir à cette technologie, le fossé qui existe à l'heure actuelle entre les besoins et l'assistance fournie par la CEA pourrait être difficilement comblé.

84. En théorie, les Etats membres semblent satisfaits du niveau de transfert des compétences, car de l'analyse des programmes inscrits au titre de la coopération régionale, il ressort que les travaux de la CEA ont permis le succès d'opérations conjointes entreprises au sein des Etats membres.

D. Observations sur l'auto-évaluation de la CEA

85. La présente conclusion d'ensemble est conforme à l'auto-évaluation du sous-programme 15 relatif aux ressources naturelles pour la période biennale 1992-1993 (CEA, mars 1994).

VI. AFFAIRES MARITIMES

A. Examen des objectifs et de l'orientation

86. Les objectifs et orientations du programme portant sur les affaires maritimes à la CEA sont élaborés à partir du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 et du budget-programme correspondant pour l'exercice biennal considéré. L'évaluation a été effectuée sur la base des documents cités à l'annexe I. En règle générale, l'orientation du sous-programme de la CEA relatif aux affaires maritimes devrait être revue compte tenu de l'évolution survenue récemment en matière de droit de la mer.

B. Evaluation des résultats

87. Le document ECA/NR/MAR/92/1 est basé sur un inventaire exhaustif du stade atteint dans le domaine de la mise en valeur des ressources marines par certains pays africains. Le niveau de développement, les politiques, les stratégies et le cadre juridique ont fait l'objet de recherches approfondies. Parce que publié en 1992, le document présente certaines lacunes en ce qui concerne l'évolution récente de la situation dans le domaine maritime. Il s'agit entre autres de la création de l'Autorité des fonds marins et de la ratification par de nombreux pays (y compris des pays développés) de la Convention sur le droit de la mer ainsi que de l'établissement du Tribunal. Des recherches poussées ont été effectuées sur l'exploitation

- b) La diffusion d'informations sur les technologies de pointe par le biais de publications et de documents techniques;
- c) Les services consultatifs et d'information;
- d) La formation de groupe, notamment par des séminaires, ateliers et bourses;
- e) La coordination, l'harmonisation et la liaison;
- f) La Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique.

B. Evaluation des résultats

1. Evaluation de chaque résultat

58. "Programme de travail interne". Le champ d'application et les objectifs du programme de travail en matière de cartographie peuvent être considérés comme étant fondés et adéquats. Il a été impossible d'évaluer chaque thème du programme de travail en raison de l'absence de documents montrant les résultats obtenus dans chacun des domaines susmentionnés. Une évaluation a été effectuée comme suit sur la base des documents disponibles.

a) "Bulletin de cartographie et de télédétection", n°4. C'est une excellente illustration des politiques adoptées par la CEA pour diffuser aussi largement que possible des informations sur le rôle des systèmes d'information géographique, des cartes thématiques et de la coopération régionale en matière de cartographie au service du développement durable et de la protection de l'environnement. Les documents étaient bien équilibrés en fonction des différentes étapes des techniques de production modernes de cartes. Grâce au choix d'auteurs, le lecteur disposait d'informations en provenance non seulement d'Afrique, mais également de grandes institutions de cartographie dans le monde. Le bulletin n°4 laisse une bonne impression en ce qui concerne la portée et la présentation des articles.

b) "Rapport de la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, Addis-Abeba (Ethiopie), 22-26 février 1993". Ce rapport est un compte rendu complet des délibérations de la Conférence. Il a été rédigé conformément aux règles de rédaction et d'édition de l'Organisation des Nations Unies et contient toutes les informations nécessaires;

c) "Rapport de mission sur la vingt-huitième réunion du Conseil d'administration du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection, Nairobi (Kenya), 6-9 décembre 1994 (NRD/CRSU/94/4)". Ce rapport donne des informations détaillées et utiles sur les questions soulevées dans le vaste ordre du jour de la réunion. Le document renseigne largement sur les activités de la CEA en matière de cartographie qui comprennent la participation à la révision du règlement et du statut du personnel du Centre, des actions en vue de la création d'un répertoire des experts, le compte rendu de contacts pris avec des personnalités importantes des pays de la région, etc. C'est une publication utile qui vise à informer les cartographes et experts africains en aménagement du territoire des possibilités et limites des nouvelles technologies. Il donne également des informations sur les différentes activités, réalisations et programmes de la CEA visant à fournir aux Etats membres des informations, une aide technique et consultative en matière de cartographie ainsi que de collecte et de gestion d'informations concernant les sols.

d) "Liste des acquisitions. Centre de documentation et de référence cartographiques, 1994, (NRD/CRSU/94/3)". La liste des acquisitions contient une liste de cartes et d'autres publications cartographiques et de télédétection de grande valeur pour le continent africain. La CEA rassemble ces publications dans son Centre de documentation et de référence cartographiques, source précieuse de documents de référence géographique dont ont besoin les organisations et les particuliers effectuant des

- g) Le rapport "Potential Contribution of New and Renewable Sources of Energy to the African Energy Supply" est une publication technique qui vise à informer les planificateurs africains de l'énergie sur les possibilités et les limites de l'utilisation des technologies relatives aux énergies nouvelles et renouvelables. Il contient également des informations sur les conditions d'investissement et la faisabilité économique, censées être l'objet de ce genre de publications. Le rapport ne fait qu'effleurer les questions susmentionnées. En raison de la superficialité des sujets traités et de l'absence d'études de cas illustrant l'utilisation des technologies relatives aux énergies nouvelles et renouvelables en Afrique (ou ailleurs), cette publication est décevante du point de vue technique et n'apporte rien aux ministères de l'énergie.
- h) Le rapport "Approvisionnement énergétique, utilisation de l'énergie et orientation en la matière dans les pays africains" est un instrument utile pour initier les planificateurs africains de l'énergie à l'analyse du secteur énergétique. Il couvre les différents secteurs énergétiques, le tableau de l'offre et de la demande et les questions de gestion de l'offre et de la demande par l'Etat. Enfin, il traite des conséquences de la production et de l'utilisation de l'énergie sur l'environnement.

D. Conclusions

53. Quoiqu'il en soit, les publications en série et les rapports sectoriels rédigés par la CEA étaient conformes aux objectifs du sous-programme sur l'énergie contenu dans le plan à moyen terme de la CEA.

54. Un certain nombre de documents étudiés rendaient compte des réunions de haut niveau organisées par la CEA. Ces rapports sont de bonne qualité. La capacité de la CEA à organiser ce genre de réunions de haut niveau renforce sa crédibilité politique en Afrique, notamment dans le domaine des ressources naturelles et de l'énergie.

55. En général, chaque fois que les publications contenaient des recommandations en vue de programmes d'action ou de mesures à prendre aux niveaux national ou sous-régional, ces recommandations étaient judicieuses, appropriées et clairement formulées.

56. Plusieurs documents étudiés pourraient être qualifiés de publications techniques. Leur but est d'informer les planificateurs africains de l'énergie sur l'utilisation des nouvelles technologies et sur les conditions d'investissement, d'évaluer la faisabilité économique, de décrire les interventions de l'Etat et de donner des conseils financiers pour les contrats pétroliers. La plupart de ces documents sont des documents de référence utiles contenant d'excellents conseils techniques destinés aux planificateurs africains de l'énergie. Cependant, certains documents ne font que survoler leurs sujets et sont dépourvus des études de cas indispensables pour comprendre les avantages et limites du transfert de technologie ou des mesures adoptées.

IV. CARTOGRAPHIE

A. Examen des objectifs et de l'orientation

57. Conformément à son programme de travail interne, la CEA dispose de plusieurs moyens pour réaliser son objectif visant à fournir une aide en matière de topographie et de cartographie aux pays de la région, à savoir :

- a) La coopération internationale;

éventuelle et réelle des minéraux marins, même si, par rapport aux ressources existant sur les continents, les prévisions indiquant que les fonds marins peuvent devenir une source importante de production de nickel, de cobalt et de manganèse sont à l'heure actuelle fort optimistes. Dans ses conclusions et recommandations, le rapport identifie les raisons pour lesquelles les Etats africains demeurent à la traîne des autres régions du monde, comme étant notamment leurs ressources financières et humaines plutôt limitées. Les recommandations contenues dans le présent rapport devraient certainement aider au renforcement de l'élément formation destiné aux pays africains.

88. Le Séminaire de haut niveau sur les affaires maritimes en Afrique, premier du genre à avoir été organisé par la CEA (CEA/NRD/MARS/1/94), a donné la preuve des avantages pouvant découler de la formation. Dans sa Stratégie et son Programme d'action, le Séminaire a mis entre autres l'accent sur le cadre juridique requis qui permettrait de procéder à une utilisation rationnelle de la zone maritime élargie dans le contexte d'un développement durable; ce qui est conforme au point de vue de la CEA. La réunion annuelle de l'Institut international de l'océan tenue à Madras est bien traitée dans le rapport et des informations précieuses sont fournies.

89. Le document portant sur l'état de sensibilisation actuel, la ratification et les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer est d'un apport précieux. Les informations qu'il contient sont un excellent résumé des questions traitées depuis 1994; il convient donc de l'actualiser en tenant compte des derniers événements intervenus en ce qui concerne la création de l'Autorité des fonds marins.

C. Propositions

90. Les activités de la période biennale tendant à une meilleure prise de conscience des avantages et des possibilités qu'offre la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer ainsi qu'à la mise en oeuvre de ses dispositions nécessitent un total de six mois de travail. Etant donné l'état de la cartographie hydrographique de la plupart des pays en Afrique, ce serait peut-être le signe que la CEA ne dispose pas des ressources nécessaires pour la région. De grandes zones du plateau continental dans la Zone économique exclusive n'ont pas encore été entièrement prospectées et il n'existe pas de données suffisantes pour étudier les zones où sont localisées les ressources marines et établir des cartes là-dessus.

91. Le chapitre 15 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997, fait apparaître une insuffisance des crédits ouverts pour tirer profit de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Avec la création de l'Autorité des fonds marins et du Tribunal, les Etats membres peuvent accorder une importance plus grande aux questions maritimes. Dans l'avenir, le renforcement prévu de la coopération entre les organismes régionaux et la CEA devrait également prendre en compte le Programme des mers régionales qui existe au sein de l'un des centres d'activités du PNUE à Nairobi.

D. Observations sur l'auto-évaluation de la CEA

92. Dans l'auto-évaluation du sous-programme 4 relatif aux affaires maritimes pour la période biennale 1992-1993, la CEA s'est penchée sur les problèmes qui entravent la mise en valeur des ressources inorganiques de la mer et qui sont dus à une absence de politiques claires, une mauvaise planification et un accès limité aux données et informations appropriées. C'est la raison pour laquelle la mise en valeur et la gestion des ressources de la mer n'ont pas fait l'objet d'une grande priorité. La présente analyse est conforme aux conclusions de l'auto-évaluation et il en ressort que les énormes ressources marines de l'Afrique ne seront pleinement exploitées que si la valeur économique de ces ressources est mieux perçue au niveau le plus élevé chez les décideurs politiques.

VII. RESUME ET CONCLUSIONS

93. Les objectifs du sous-programme de la CEA relatif à la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie ont été examinés dans les chapitres précédents. Dans chacun de ces chapitres il a également été procédé à l'évaluation de la qualité technique des documents portant sur les ressources minérales, l'eau et l'énergie, la cartographie et la télédétection. Les documents dont la liste figure à l'annexe I ont servi à l'examen de l'orientation du programme et à l'évaluation de la qualité des documents présentés par la CEA et cet examen porte sur la période 1992-1995.

A. Synthèse des conclusions

94. Les observations faites par les experts du Département des services d'appui et de gestion pour le développement sur l'orientation et la qualité technique des produits exécutés peuvent se résumer comme suit:

a) Secteur minier

- i) "Les études du secteur des ressources minérales sont d'une qualité technique allant de "bonne" à "excellente" et devraient être utiles aux gouvernements et aux investisseurs potentiels. Il convient d'insister sur l'importance de tels rapports, d'autant que dans la période biennale 1996-1997, l'accent est mis sur la privatisation et la libéralisation et que les rapports sur les conférences précisent que les pays africains s'efforcent d'instaurer un environnement favorable au secteur privé et aux investisseurs étrangers. Pour ce qui est des autres catégories de documents, certains rapports portant sur des missions de courte durée sont en conséquence brefs et superficiels, ce qui fait douter de l'utilité des missions en question [p.4]
- ii) "La CEA joue un rôle plus actif dans l'organisation et la coordination des changements à apporter au cadre réglementaire dans l'organisation des négociations avec des investisseurs potentiels; [p.5]
- iii) Outre l'accent mis sur la privatisation et la déréglementation dans le sous-programme pour la période 1996-1997, les questions connexes qui doivent être traitées sont la législation fiscale pour encourager l'investissement étranger direct (IED), les critères et les processus liés à l'octroi de permis d'exploitation du petit secteur de l'extraction minière à petite échelle. Dans le processus d'octroi de permis figurent les normes et les responsabilités en matière d'environnement. En ce qui concerne l'extraction minière à petite échelle, des stratégies doivent être élaborées pour inciter les négociations agissant à titre individuel et les petits exploitants qui opèrent actuellement dans des entreprises parallèles, à rejoindre le secteur structuré. [p.5]

b) Ressources en eau

- i) Les experts du Département des services d'appui et de gestion pour le développement ont indiqué que la CEA sert de secrétariat au Groupe interinstitutions sur l'eau (IGWA), créé en 1992 et qu'elle a en outre organisé une réunion spéciale d'experts sur les politiques et stratégies pour l'exploitation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique [p.7]
- ii) On peut rendre hommage au Groupe des ressources en eau de la CEA pour les efforts qu'il déploie en vue de promouvoir activement la coopération régionale et l'élaboration de stratégies sur les questions relatives à l'eau en Afrique. Les effets

positifs de ces efforts visant à dégager un consensus apparaîtront dans le moyen et long terme. Les résultats mitigés des projets nationaux/bilatéraux communément exécutés en matière de gestion des ressources en eau dans le passé étaient dus en partie à l'absence d'efforts de collaboration et de coordination à l'échelle régionale ou nationale. La CEA peut aider à surmonter ces obstacles sur la voie abrupte et ardue de la gestion des ressources en eau en Afrique [p.9]

- iii) Le personnel du Groupe des ressources en eau consacre jusqu'à 75% de son temps de travail à la promotion de la coopération régionale et à la réalisation d'études relatives aux politiques et aux stratégies nationales. La collecte et la diffusion d'informations se voient consacrer moins de temps et il n'en reste que très peu pour l'assistance technique. Considérant les moyens techniques et institutionnels de la CEA, la possibilité de fournir une assistance technique et de coordonner des projets opérationnels de gestion des ressources en eau demeurera très limitée; par conséquent, cette faible priorité à l'assistance technique se justifie et devrait transparaître dans les objectifs et les programmes de la CEA [p.9].

c) Ressources énergétiques

- i) Quoiqu'il en soit, les publications en série et les rapports sectoriels préparés par la CEA étaient conformes aux objectifs du sous-programme relatif à l'énergie de son plan à moyen terme; [p.13]
- ii) Un certain nombre de documents examinés rendaient compte de réunions de haut niveau organisées par la CEA. Ces rapports sont de bonne qualité. La capacité de la CEA à organiser ce genre de réunions renforce sa crédibilité politique en Afrique notamment dans le domaine des ressources naturelles et de l'énergie; [p.13]

d) Cartographie

- i) Les publications de la CEA qui ont été prises en considération dans l'évaluation laissent une bonne impression en ce qui concerne la portée et la présentation des articles. Une bonne partie des documents publiés est consacrée à juste titre au rôle des systèmes d'information géographique, des cartes thématiques et de la coopération régionale dans le domaine de la cartographie, au service du développement durable et de la protection de l'environnement [p.15]
- ii) La qualité des documents est digne d'éloges. En outre, la CEA joue son rôle en collaborant avec le Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection et fait des efforts considérables en matière d'échange d'informations, comme l'atteste le Centre de documentation et de référence cartographiques [p.15]

e) Télédétection

- i) L'Afrique est un continent où la technologie spatiale est peu utilisée [p.18].
- ii) L'analyse des rapports fait ressortir une implication profonde de la CEA dans des activités de télédétection pour la mise en valeur des ressources naturelles et la surveillance de l'environnement. La coopération régionale instaurée grâce au présent programme lui permet de coopérer efficacement avec des pays et organisations disposant de la technologie spatiale [p.18]

- iii) La CEA devrait établir des contacts en vue de passer des accords de collaboration afin d'avoir accès à ce type d'informations pouvant constituer un système d'alerte rapide pour les catastrophes, qui viendrait s'ajouter au tableau de la végétation déjà mis à profit pour le bien des pays africains [p.18]

f) Ressources marines

- i) L'orientation du sous-programme relatif aux affaires maritimes de la CEA devrait être revue en fonction de l'évolution survenue récemment. Il s'agit entre autres de la création de l'Autorité des fonds marins et de la ratification par de nombreux pays de la Convention sur le droit de la mer [p.18 et 19];
- ii) Le chapitre 15 du projet de budget - programme pour l'exercice biennal 1996-1997 fait apparaître une insuffisance des crédits ouverts pour tirer profit de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Avec la création de l'Autorité des fonds marins et du Tribunal, les Etats Membres de la CEA pourraient accorder une plus grande importance aux questions maritimes. Dans l'avenir, le renforcement prévu de la coopération entre les organismes régionaux et la CEA devrait également prendre en compte le Programme des mers régionales qui existe au sein de l'un des centres d'activités du PNUE à Nairobi [p.19].

B. Observations finales et recommandations

95. Pour compléter les études théoriques concernant le sous-programme, deux questionnaires ont été envoyés à 76 responsables des Etats Membres de la CEA et à 10 autres d'organismes des Nations Unies. Trente personnes ont répondu aux questionnaires, parmi lesquelles huit avouent ne pas connaître le sous-programme. Tous les responsables gouvernementaux connaissant les activités de la CEA dans leurs domaines respectifs sont d'avis que le programme de la CEA est utile; 90% d'entre eux s'intéressent aux activités menées dans le cadre de la coopération internationale et aux publications, et estiment que les rapports et publications de la CEA sont d'une qualité allant de "bonne" à "très bonne". Les fonctionnaires des Nations Unies interrogés sont d'un avis semblable. Les réponses aux questionnaires sont présentées aux annexes II.A et II.B.

96. Les questionnaires confirment dans une large mesure l'évaluation technique du sous-programme. Les personnes interrogées étaient également invitées à donner leur point de vue sur l'orientation du programme. Les responsables des Etats et des institutions régionales qui ont bien voulu répondre aux questionnaires accordaient une grande importance à la diffusion de l'information technique grâce à "la fourniture d'une liste des documents d'information et des services offerts", "une information à jour sur les consultants africains", en veillant à ce que "le flux d'informations techniques régulier" et en sollicitant des observations sur les activités de la CEA.

97. Quatre lecteurs qui sont impliqués dans des activités de l'Organisation des Nations Unies aux niveaux fonctionnel et opérationnel ont examiné le projet de rapport et émis leur avis. Ces personnes étaient choisies en raison de leur implication professionnelle dans divers aspects du sous-programme. Toutes les personnes qui ont lu le rapport et les fonctionnaires d'organismes des Nations Unies ont noté dans leurs commentaires les ressources limitées de la CEA dans le domaine de la mise en valeur des ressources naturelles et énergétiques. Leurs observations se résument ainsi que suit :

- a) Les commissions régionales sont sous-équipées pour fournir de manière efficace des services consultatifs techniques, dans la mesure où la masse critique dans chaque domaine est trop réduite;
- b) Eu égard aux ressources limitées dont elle dispose, la CEA pourrait être plus utile dans la définition des orientations et des stratégies, dans la diffusion des documents qu'elle produit, ainsi que de

ceux de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes, dans l'organisation d'ateliers sous-régionaux consacrés à la redéfinition des orientations et des stratégies, de même que qu'à l'examen de certaines questions techniques;

c) Le principal problème en matière d'énergie en Afrique concerne les difficultés d'approvisionnement, notamment en pétrole, gaz naturel et électricité. La CEA pourrait consacrer la totalité du peu de ressources dont elle dispose à l'assistance aux organisations régionales et sous-régionales, afin que celles-ci élaborent des stratégies et politiques efficaces de développement du secteur énergétique.

a) Recommandation 1 : Intensification de la coopération sous-régionale

98. Les ressources actuellement disponibles au niveau de la CEA ne permettent pas un traitement efficace de la diversité et de l'ampleur des activités de fond prévues dans le cadre du sous-programme relatif à la mise en valeur des ressources naturelles et énergétiques. En ce qui concerne le sous-programme de la CEA relatif aux ressources naturelles et énergétiques, il y a lieu de réduire le nombre de publications et de centrer les activités et priorités sur la coopération sous-régionale et la collaboration avec les organismes des Nations Unies.

b) Recommandation 2 : Statut de centre responsable de la collecte et de la diffusion d'informations

99. Les 10 responsables des organismes des Nations Unies qui ont répondu aux questionnaires et les quatre lecteurs du projet de rapport ont manifesté de l'intérêt pour la conclusion d'arrangements de collaboration permettant de coordonner l'élaboration de stratégies et de politiques aux niveaux régional et sous-régional - domaines dans lequel la Commission joue un rôle prépondérant - avec les activités opérationnelles des organismes mondiaux qui mobilisent davantage de ressources que la CEA pour ces activités. Aux fins de cette collaboration, la CEA devrait être désignée comme centre responsable de la collecte et de l'échange d'informations produites aussi bien par les organismes des Nations Unies que par elle-même sur les minéraux, les ressources en eau et les ressources énergétiques, et de leur diffusion auprès des Etats membres. Ces informations faciliteront également le rôle de la CEA comme chef de file en matière d'analyse des politiques et d'élaboration de stratégies. La Commission pourrait enclencher le processus dans le secteur des ressources en eau d'abord, étant donné qu'elle assure déjà le secrétariat du Groupe interinstitutions sur l'eau en Afrique.

Annexe I**REFERENCES****A. Documentation générale**

1. Assemblée générale des Nations Unies, quarante et unième session, *Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990*, résolution S-13/2, 1er juin 1986.
2. Assemblée générale des Nations Unies, quarante-cinquième session, *Plan à moyen terme pour la période 1992-1997, Programme 45 : Afrique, situation économique critique, redressement et développement*, 1991.
3. Assemblée générale des Nations Unies, quarante-sixième session, *Projet de budget - programme pour l'exercice biennal 1992-1993*, chapitre 15 - Commission économique pour l'Afrique, 1991.
4. Assemblée générale des Nations Unies, quarante-septième session, *Plan à moyen terme pour la période 1992-1997. Programme 30 - Coopération régionale pour le développement en Afrique*, 1993, supplément No.6 (A/47/6/Rev.1).
5. Assemblée générale des Nations Unies, quarante-huitième session, *Programme de budget - programme pour l'exercice biennal 1994-1995*, chapitre 15 - Commission économique pour l'Afrique, 1993.
6. Assemblée générale des Nations Unies, quarante-neuvième session, *Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies*, Note du Secrétaire général, section sur la programmation et l'administration à la CEA, A/49/891, avril 1995.
7. Assemblée générale des Nations Unies, cinquantième session, *Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997*, chapitre 15 - Commission économique pour l'Afrique, avril 1995.
8. Conseil économique et social, cinquantième session, *L'appui du système des Nations Unies en faveur de la science et de la technique en Afrique*. A/50/125, Corps commun d'inspection, Genève 1994.
9. Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, *Développement de l'Afrique y compris l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90*, E/1995/81, Rapport du Secrétaire général, juin 1995.
10. Organisations des Nations Unies, *Attributions et organisation du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique*, ST/STB/Organisation, avril 1995.
11. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport annuel*, 24 avril 1992 - 6 mai 1993. E/1993/38, E/ECA/CM.19/27, Supplément No. 18.
12. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport annuel*, 7 mai 1993, 5 mai 1994. E/1994/40, E/ECA/CM.20/38, Supplément No. 20.
13. Commission économique pour l'Afrique, *Résolution 776 (XXIX): Elaboration et renforcement du programme d'activités de la CEA dans le domaine des ressources naturelles, de l'énergie et des affaires maritimes*. 291ème séance de la Conférence des ministres, 4 mai 1994.

14. Commission économique pour l'Afrique, *Auto-évaluation du sous-programme 15 : Ressources naturelles, exercice biennal 1992-1993*. 25 mars 1994, Addis-Abeba, (Ethiopie).
15. Commission économique pour l'Afrique, *Analysis of actual programme performance at the output level for the Biennium 1992-1993 (A/48/6/Rev.1)*, 1994.
16. Commission économique pour l'Afrique, *Programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1994-1995*, Addis-Abeba, (Ethiopie).

B. Ressources naturelles

17. Commission économique pour l'Afrique, *An Executive Development Programme for the African Mining Investment Conference*, May 10-12, 1994, Harare, Zimbabwe, NRD/MRU/MR/4/94, 1994.
18. Commission économique pour l'Afrique, *Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie*. Mission préparatoire au Ghana, 17-24 janvier 1995, NRD/MRU/MR/1/95, 1995.
19. Commission économique pour l'Afrique, *The Environment and Mineral Resources Development and Utilisation in Africa*, NRD/MRU/TP/3/92, 20 décembre 1992.
20. Commission économique pour l'Afrique, *Identification et évaluation des besoins prioritaires en matière de développement de la République du Congo*, Rapport de la CEA, juillet 1993.
21. Commission économique pour l'Afrique, *Les matières premières minérales des fertilisants de l'Afrique subsaharienne, période 1980-1989*.
22. Commission économique pour l'Afrique, *Mission report Concerning ECA's Participation at Eighth Executive Board and Fourteenth Governing Council Meetings of the Eastern and Southern African Mineral Resources Development Centre (ESAMRDC)*, Dar-es-Salaam, United Republic of Tanzania, 1-2 November 1994, NRD/MRU/10/94.
23. Commission économique pour l'Afrique, *Politiques et stratégies pour la mise en oeuvre et l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique*, juillet 1994.
24. Commission économique pour l'Afrique, *Politiques africaines de développement minier à l'orée des années 90*, NRD/MRU/TP/1/93, 1993.
25. Commission économique pour l'Afrique, *Perspectives d'accroissement de la production et du commerce intra-africain de l'aluminium et de produits à base d'aluminium*. ECA/UNIDO/AFRIALUM/TP/1/94, juillet 1995.
26. Commission économique pour l'Afrique, *Perspectives d'accroissement de la production et du commerce intra-africain du cuivre et de produits à base de cuivre*, ECA/UNIDO/AFRICOP/TP/2/94, février 1995.
27. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de mission en Côte d'Ivoire et au Burkina-Faso*, NRD/MRU/MR/1/94, mai 1994.
28. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de mission au Mali et au Ghana*, 4-14 juillet 1994, NRD/MRU/MR/3/94, 1994.

29. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de mission dans la région minière du Sidamo, (Ethiopie)*, NRD/MRU/MR/2/94, 1994.
30. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de mission au Congo (en rapport avec la visite du Secrétaire général à Brazzaville)*, 16-30 juillet 1994, août 1994.
31. Commission économique pour l'Afrique, *Report on mission to Participate at the First Global Conference on Sustainable Development of Small Island Developing States, Barbados, West Indies*, 25 April - 6 May 1994, NRD/WEMS/MISREP/2/94, 1994.
32. Commission économique pour l'Afrique, *Situation de l'exploitation minière à petite échelle en Afrique et stratégie pour son développement*, 10 décembre 1992, NRD/MRU/TP/1/92, 1992.
33. Commission économique pour l'Afrique, *UNCTAD Intergovernmental Group of Experts on Iron Ore, Third Session*, Geneva, 24-26 October 1994, rapport de mission, 1994.

C. Ressources en eau

34. Commission économique pour l'Afrique, *Répertoire d'experts africains des ressources en eau*, 1992, Addis-Abeba, (Ethiopie).
35. Commission économique pour l'Afrique, *MAJI - Information Bulletin on Water Resources Activities in Africa*, No.5 - décembre 1992, Addis-Abeba, (Ethiopie).
36. Commission économique pour l'Afrique, *MAJI - Information Bulletin on Water Resources Activities in Africa*, No.6 - décembre 1993, Addis-Abeba, (Ethiopie).
37. Commission économique pour l'Afrique, *Etude sur les procédures et les perspectives des systèmes d'irrigation à petite échelle*, report of study, 1994, Addis-Abeba, (Ethiopie).
38. Commission économique pour l'Afrique, *Etude de cas : Strategies et politiques de mise en valeur des ressources en eau en Afrique, Côte d'Ivoire, Ghana, Egypte*, 1991, Addis-Abeba, (Ethiopie).
39. Commission économique pour l'Afrique, *Report on mission to N'Djamena, Chad, to assist the Lake Chad Basin Commission (LCBC) in the preparatory meeting for developing a strategy for the organisation of the LCBC Donor's conference*, rapport de mission, octobre 1994, Addis-Abeba, (Ethiopie).
40. Commission économique pour l'Afrique, *Report on mission to service the Third Annual Meeting of the Interagency Group for Water in Africa (IGWA)*, rapport de mission, novembre 1994, Nairobi, Kenya.
41. Commission économique pour l'Afrique, *MAJI - Information Bulletin on Water Resources Activities in Africa*, No.7 - décembre 1994, Addis-Abeba, (Ethiopie).
42. ECA-MRAG, *Mission report to Seychelles on Development of Southern Mahe with Emphasis on Water Resources*, rapport de mission par le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux (GMCR - CEA), juin 1994, Addis-Abeba, (Ethiopie).
43. Ayibotele, N.B., *Conservation and Rational Use of Water Resources in North African 8 Countries, report of consultancy mission for ECA*, janvier 1991, Accra.

44. Achamyeleh, K., *Problems and Prospects for Intercountry Cooperation for Integrated Water Resources Development of the Nile River Basin, report of consultancy study for ECA*, novembre 1993, Addis-Abeba, (Ethiopie).

D. Ressources en énergie

45. Commission économique pour l'Afrique, *Potential Contribution of New and Renewable Sources of Energy to the African Energy Supply*, NRD/MES/ERU/3/93, 1993.

46. Commission économique pour l'Afrique, *Approvisionnement énergétique, Utilisation de l'énergie et Orientation en la matière dans les pays africains*, NRD/MES/ERU/5/93, juin 1993.

47. Commission économique pour l'Afrique, *Guidelines on Petroleum Legislation in African Countries Aimed at Assisting Member States in the Maximization of Revenue from Petroleum Operations (Exploration and Production Contracts)*.

48. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de la mission préparatoire à la Conférence des ministres africains responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales et de l'énergie*, Accra, (Ghana), 17-24 janvier 1995.

49. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de la réunion du Groupe spécial d'experts sur les politiques et stratégies pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles et de l'énergie en Afrique*, Addis-Abeba, 27 juin - 1er juillet 1994, ECA/NRD/AD-HOC/94, juillet 1994.

50. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport du séminaire sur la politique et la planification et l'environnement*, Abidjan, 20-29 octobre 1993, NRD/MES/ERU/SEM/9/93, novembre 1993.

51. Commission économique pour l'Afrique, *Report on Ad Hoc Meeting of Senior Advisers on Energy Strategy and Policies in Africa*, Addis-Abeba, mai 1993.

52. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport du séminaire sur la politique de l'énergie et de l'environnement*, Addis-Abeba, 9-12 novembre 1992, NRD/MES/ERU/13/92, novembre 1992.

E. Cartographie et télédétection

53. Commission économique pour l'Afrique, *Cartography and Remote sensing Bulletin*. Second Edition, décembre 1992.

54. Commission économique pour l'Afrique, *Cartography and Remote Sensing Bulletin*. Issue No.3, décembre 1993.

55. Commission économique pour l'Afrique, *Cartography and Remote Sensing Bulletin*. Issue No.4, décembre 1994.

56. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de la huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique*, Addis-Abeba, (Ethiopie), 22-26 février 1993.

57. Commission économique pour l'Afrique, *Accessions List*. Map Documentation and Reference Center, 1994, (NRD/CRSU/94-3).

58. Commission économique pour l'Afrique, *Mission report on the 28th Meeting of the Governing Council of the Regional Center for Services in Surveying, Mapping and Remote Sensing, Nairobi, Kenya, 6-9 décembre 1994* (NRD/CRSU/94-4).

F. Affaires maritimes

59. Commission économique pour l'Afrique, *Rapport de mission au Congo (en rapport avec la mission du Secrétaire général à Brazzaville, 16-30 juillet 1994), août 1994.*

60. Commission économique pour l'Afrique, *Mission Report to the 12th Session of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal on the Law of the Sea. Kingston, Jamaica, 7-11 février 1994.*

61. Commission économique pour l'Afrique, *Report on missions to participate at the Ad-hoc Consultations organized by the Indian Ocean Marine Affairs Cooperation at Colombo (30 November - 6 December 1994) and the annual meeting of the International Ocean Institute (Pacem in Maribus 22) at Madras, India (7 to 9 December 1994), février 1995.*

62. Commission économique pour l'Afrique, *Report on missions to participate at the First Global Conference on Sustainable Development of Small Island Developing States, Barbados, West Indies, 25 April - 6 May 1994. NRD/WEMS/MISREP/2/94, mai 1994.*

63. Conseil économique et social, *Séminaire régional de haut niveau sur les affaires maritimes en Afrique, Addis-Abeba, (Ethiopie), 28 mars - 2 avril 1994. ECA/NRD/MAR/1/94.*

64. Commission économique pour l'Afrique, *Current Awareness, Ratification and Progress of the United Nations Convention on the Law of the Sea. Addis-Abeba, (Ethiopie), mars 1994.*

65. Commission économique pour l'Afrique, *Current Development Status, Policies, Strategies and Legal Frameworks for Developing Marine Resources in Selected African Member States. ECA/NR/MAR/92/1, novembre 1992.*

66. Conseil économique et social, *Auto-évaluation du sous-programme relatif aux affaires maritimes (ressources non biologiques de la mer), exercice biennal 1992-1993. ECA/NRD/WEMS/SE/2/92-93, mars 1994.*

Annexe II.A**ENQUETE AUPRES DES RESPONSABLES ET DES INSTITUTIONS
DES ETATS MEMBRES DE LA CEA**

1. Etes-vous familier avec le programme et les activités de la CEA dans votre domaine?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
17	1	2

Si oui, indiquez le(s) domaine(s) dans lequel(s) que vous connaissez :

Minéraux	10	Ressources en Eau	3	Energie	9
Cartographie	7	Télédétection	9	Affaires maritimes	

2. Le programme de la CEA dans les domaines susmentionnés vous est-il utile?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
17	0	3

Si oui, indiquez les aspects qui sont utiles en particulier:

Coopération internationale	Publications	Services consultatifs	5
et coordination	11	techniques et information	5
Formation	6	Autres (indiquez) :	
		<u>Aspects économiques et</u>	
		<u>politiques</u>	1

- 2.1 Votre organisation a-t-elle participé à une réunion, un séminaire, un colloque, un atelier, etc., organisés par la CEA ces quatre dernières années?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
16	1	3

Si oui, comment évalueriez-vous la qualité de la documentation technique et du rapport de réunion ainsi que leur utilité à votre programme?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>
2	11	1	2	-

- 2.2 Recevez-vous des publications techniques de la CEA?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
13	4	3

Si oui, quelle est votre opinion sur la qualité générale des publications, compte tenu de la fiabilité et de l'actualité des données, de la rigueur de l'analyse et de la validité des recommandations?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>
2	6	5	-	-

Quelle est votre appréciation sur la pertinence et l'utilité des publications par rapport à votre programme de travail?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>
1	8	3	1	-

2.3 Avez-vous reçu de la CEA une liste de documents d'information et de services qu'elle fournit?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
3	14	3

Si oui, quels documents d'information ou services avez-vous demandés, et pour quel type de programme ou d'activités ont-ils été utilisés?

Enquêtes, revues sur l'énergie

2.4 Votre organisation a-t-elle demandé des services consultatifs techniques à la CEA?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
3	14	3

Si oui, comment évalueriez-vous la qualité et l'utilité des services et l'impact qu'ils ont eu sur le problème traité?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>
1	1	1	-	-

2.5 Quelqu'un de votre organisation a-t-il participé à un stage de formation, atelier ou voyage d'étude organisés par la CEA?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
8	8	4

Si oui, le sujet traité revêt-il de l'importance pour votre programme de travail?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
7	-	1

La formation a-t-elle amélioré la compétence de votre personnel qui l'a suivie?

<u>Oui</u>	<u>Non</u>	<u>Pas de réponse</u>
5	-	3

Annexe II.B**ENQUETE AUPRES DES ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES
ET DES AUTRES INSTITUTIONS**

1. Etes-vous familier avec le programme et les activités de la CEA dans votre domaine?

Oui
5Non
5Si oui, indiquez le(s) domaine(s) que vous connaissez :

Minéraux	2	Ressources en Eau	3	Energie	3
Cartographie	3	Télédétection	2	Affaires maritimes	1

2. Le programme de la CEA dans les domaines susmentionnés vous est-il utile?

Oui
5Non
0Si oui, indiquez les aspects qui sont utiles en particulier :

Coopération internationale et coordination	4	Publications techniques et information	2	Services consultatifs	2
---	---	---	---	-----------------------	---

Formation 2

- 2.1 Votre organisation a-t-elle participé à une réunion, un séminaire, un colloque, un atelier, etc., organisés par la CEA ces quatre dernières années?

Oui
5Non
1Si oui, comment évalueriez-vous la qualité de la documentation technique et du rapport de réunion ainsi que leur utilité à votre programme?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>
1	2	1	1	-

- 2.2 Recevez-vous des publications techniques de la CEA?

Oui
3Non
1Pas de réponse
1Si oui, quelle est votre opinion sur la qualité générale des publications, compte tenu de la fiabilité et de l'actualité des données, de la rigueur de l'analyse et de la validité des recommandations?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>	<u>Pas de réponse</u>
-	2	1	1	-	1

Quelle est votre appréciation sur la pertinence et de l'utilité des publications par rapport à votre programme de travail?

<u>Excellente</u>	<u>Très bonne</u>	<u>Bonne</u>	<u>Passable</u>	<u>Médiocre</u>	<u>Pas de réponse</u>
-	2	1	1	-	1

2.3 Avez-vous reçu de la CEA une liste de documents d'information et de services qu'elle fournit?

Oui

2

Non

3

Si oui, comment évalueriez-vous la qualité et l'utilité des services et l'impact qu'ils ont eu sur le problème traité?

Excellente

-

Très bonne

-

Bonne

1

Passable

-

Médiocre

1

Pas de réponse

3